

La question nationale sous le capitalisme et le socialisme

Au milieu du 19^{ème} siècle, Karl Marx avait très justement défini « la nationalité » dont s'affublait la bourgeoisie comme la solidarité de classe des exploités qui se tournait « au-dedans contre le prolétariat » et « au dehors contre la bourgeoisie des autres nations ». Karl Marx ajoutait avec autant de lucidité que d'ironie que « la fraternité » engendrée par les rapports de production bourgeois entre les « différentes nations de la terre » ne serait guère plus "fraternelle" que celle qu'elle fait naître entre classes sociales d'une même nation. En effet, pour Karl Marx, il était évident que tous les phénomènes destructeurs induits par le capitalisme au sein d'une même nation se reproduisaient « dans des proportions gigantesques » à l'échelle internationale.¹

Le moins que l'on puisse dire est que le siècle et demi écoulé a fourni d'innombrables illustrations de ces faits : le capitalisme confine à la réaction, politique intérieure comme extérieure. Le racisme et les guerres en sont les formes d'expression les plus communes. Le chauvinisme "local" qui naît de la concurrence entre entreprises privées et de la mise en concurrence de chômeurs et des travailleurs des cinq continents constituent le terreau qui alimente les rivalités entre les travailleurs de différentes origines ethniques et qui détourne leur colère contre les travailleurs ou la bourgeoisie des autres nations plutôt que contre "sa" propre bourgeoisie. Ce chauvinisme "naturel" pousse les cliques bourgeoises nationales ou coalitions de bourgeoisies nationales à souffler sur les braises du communautarisme au sein d'une même nation, à mener des guerres visant au repartage des sphères d'influences, c'est-à-dire à préserver ou conquérir de nouveaux marchés et débouchés, et ainsi pouvoir conquérir des positions économiques privilégiées leur permettant de monnayer la paix sociale.

Le nationalisme de chaque clique bourgeoise entre évidemment en contradiction avec celui de ses concurrentes dans la mesure où chacune d'entre elles aspire à être indépendante des autres sur le plan intérieur... tout en les dominant et en exploitant les autres pays ! Le but du prolétariat révolutionnaire est évidemment de se tenir aussi loin que possible du nationalisme de la bourgeoisie par lequel les exploités se protègent d'ordinaire des flammes de l'incendie de la lutte des classes. « Le marxisme, avait pour habitude de dire Lénine, est incompatible avec toute forme de nationalisme, fût-il le plus raffiné et le plus civilisé ».

C'est ainsi que le prolétariat des pays impérialistes doit soutenir la lutte d'indépendance des peuples des nations opprimées par son propre impérialisme et doit dénoncer implacablement les ingérences extérieures de sa propre bourgeoisie à l'égard des peuples des pays dépendants coloniaux et semi-coloniaux.

Est-à-dire que le prolétariat soit apatride ? Oui, dans le sens où si « l'argent est la patrie de l'industriel », « la nationalité du travailleur » est l'esclavage salarié.² Notons au passage que le nationalisme de la bourgeoisie – en particulier du Capital monopoliste et du Capital financier –, est à géométrie variable : la réalité des quatre dernières décennies marquées par des délocalisations industrielles massives a en effet démontré que certaines franges de la bourgeoisie étaient prêtes à sacrifier jusqu'à leurs intérêts nationaux sur l'autel du profit, au grand dam de la petite bourgeoisie... Il n'appartient évidemment pas au prolétariat de se faire l'écho des pulsions et des lamentations nationalistes petite-bourgeoises qui s'expriment aujourd'hui en réaction au déclassement de futurs ex-pays impérialistes dominants.

« Les intérêts de la classe ouvrière et de sa lutte contre le capitalisme exigent la solidarité complète et la plus étroite unité des ouvriers de toutes les nations ; ils exigent qu'une riposte soit infligée à la politique nationaliste de la bourgeoisie de quelque nationalité que ce soit. (...) Le moindre appui accordé par le prolétariat d'une nation quelconque aux privilèges de « sa » bourgeoisie nationale provoquera inévitablement la défiance du prolétariat de l'autre nation, affaiblira la solidarité internationale de classe des ouvriers, les désunira pour la plus grande joie de la bourgeoisie ».³

Pourtant, les travailleurs doivent en premier lieu conquérir le pouvoir puis l'affermir au sein d'Etats-nations individuels légués par la bourgeoisie. Est-à-dire qu'ils dévient alors inévitablement vers le nationalisme, comme ont pu le dire les ennemis du socialisme au sujet de l'URSS de Staline ou de la RPSA d'Enver Hoxha ? Nullement, car le "nationalisme" du prolétariat une fois constitué en nation est circonscrit au patriotisme, un patriotisme qui témoigne de l'attachement des masses populaires aux rapports de production socialistes et aux réalisations de la révolution socialiste. En bref, ce patriotisme n'est en rien comparable au nationalisme bourgeois, puisqu'il se mêle étroitement à l'internationalisme prolétarien, c'est-à-dire à la solidarité de classe avec le prolétariat des autres nations, à la claire conscience d'être un de ses détachements et d'ouvrir la voie au triomphe du socialisme à l'échelle mondiale.

Ces faits ont été parfaitement illustrés par l'expérience de plus de trois décennies d'édification du socialisme en URSS, que ce soit dans sa politique nationale intérieure comme extérieure. Dans ce vaste Etat multinational cohabitaient plus d'une centaine de groupes ethniques. Leur unité fût réalisée non pas dans l'oppression et la

répression (comme c'est d'ordinaire le cas sous le capitalisme), mais sur la base de l'instauration des rapports de production socialistes dans l'industrie comme dans l'agriculture, sur la base de l'égalité en droits de toutes les ethnies, de l'essor économique et culturel commun, du développement prioritaire et du rattrapage économique des régions retardataires, de l'assistance fournie par les régions avancées aux régions les plus reculées. C'est ainsi que la politique nationale de l'URSS représenta « le prototype de l'union future des peuples dans une économie mondiale ».⁴

La bourgeoisie fait une publicité mensongère éhontée sur la "diversité culturelle des nations", une diversité qui se ramène pour elle d'ordinaire à des différences linguistiques, folkloriques ou culinaires bien secondaires au regard de l'uniformisation des us et coutumes véhiculée par le mode de vie bourgeois. En effet, quoique ces cultures semblent au premier abord "spécifiques", elles ne sauraient cacher leur fondement bourgeois, commun à tous les pays bourgeois : la défense de l'esclavage salarié et l'idéalisation du mode de vie bourgeois. Ce fondement devient particulièrement évident quand un impérialisme dominant, comme le fût longtemps l'impérialisme américain, cherche à véhiculer et à imposer sa culture au monde entier, jusque dans sa forme.

A l'inverse, la politique nationale prolétarienne vise à favoriser le développement des différentes cultures et nationalités. National dans sa forme, mais socialiste dans son contenu. Telle fût la directive du développement de l'économie et de la culture dans les régions périphériques de l'URSS. Telle devra être le fil directeur de tout Parti communiste en matière de résolution de la question nationale. Cette politique nationale léniniste-stalinienne⁵ fût d'une importance décisive dans la victoire militaire de l'URSS contre l'impérialisme allemand : elle conduisit non seulement à industrialiser les régions reculées qui permirent au pays de ne pas voir son industrie s'effondrer aux heures les plus noires de l'invasion nazie, quand la Wehrmacht se trouvait aux portes de Moscou et Léninegrad, mais également de fédérer solidement les peuples de l'URSS contre l'agresseur fasciste.

Quel contraste avec l'actualité contemporaine qui voit les villes héroïques martyr ukrainiennes de Kiev, d'Odessa et de Sébastopol – des villes ayant résisté des mois durant aux sièges et aux assauts féroces de la Wehrmacht –, devenir le champ de manœuvres de cliques bourgeoises pro-occidentales ou pro-russes et ainsi la proie des rivalités inter-impérialistes occidental-russes avec à la clef la perspective de sombrer dans une guerre civile autodestructrice !...

Le contraste entre le socialisme et le capitalisme n'est pas moins saisissant en ce qui concerne la politique nationale extérieure. Le capitalisme n'a à "offrir" aux peuples des pays dépendants coloniaux et semi-coloniaux que dépendance et/ou arriération économique, exploitation forcenée, massacres inter-ethniques (comme en Centrafrique aujourd'hui), guerres et misère. Il va de soi qu'aucun pays impérialiste n'a intérêt à aider d'autres pays bourgeois à se doter d'une industrie et d'une agriculture autonomes de peur de contribuer à forger un concurrent. Toute "aide au développement" contient ainsi en germe son antithèse, et vise à entraver un développement économique véritablement indépendant.

Au contraire, une fois constitué en nation, le prolétariat a pour intérêt fondamental d'apporter son soutien technique et matériel à un pays socialiste frère retardataire, à l'aider à se doter d'une industrie et d'une agriculture indigènes autonomes lui permettant de liquider les débris des classes exploiteuses tout en conquérant une véritable indépendance économique. Voilà en quoi réside l'internationalisme véritable du mode de production socialiste. Telle fût l'essence de la politique extérieure soviétique à l'égard des pays de démocratie populaire avant le triomphe de la contre-révolution bourgeoise dirigée par les Khrouchtchéviens et l'avènement du social-impérialisme soviétique.⁶

Voilà ce que la bourgeoisie cherche à calomnier et à rayer de l'Histoire, car elle sait que cette politique causera sa perte. C'est en effet en relevant le drapeau de l'internationalisme prolétarien que le prolétariat des pays bourgeois – dépendants comme impérialistes –, parviendra à réaliser son unité au-delà des clivages nationaux, ethniques, communautaires, linguistiques ou confessionnels que les exploiters s'emploient aujourd'hui partout à exacerber. Une fois uni et conscient de ses forces, il sera alors en mesure de passer à l'offensive contre l'ordre bourgeois oppresseur.

Vincent Gouysse, pour l'OCF, le 03/05/2014

Notes : ¹ Karl Marx : *À propos du système national de l'économie politique de Friedrich List*, 1845 ; Discours sur le libre-échange, 1848 • ² *Ibidem* • ³ Lénine, *Œuvres choisies*, Edition numérique, Tome I, pp. 310-311 • ⁴ Staline, *Les questions du léninisme*, Edition numérique, Tome I, p. 65 • ⁵ Pour plus de détails sur celle-ci voir les éditions numériques des ouvrages suivants : Lénine, *Sur les questions nationale et coloniale* ; Staline, *Le marxisme et la question nationale et coloniale* • ⁶ Cf. les parties n°s 1 et 2 de notre ouvrage *Impérialisme et anti-impérialisme*.